

Le Burkina Faso au-delà de l'ajustement structurel

Basile L. Guissou*

Introduction

Le 13 mars 1991, le gouvernement du Burkina Faso signait son premier programme d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international (FMI). Du 4 août 1983 jusqu'à cette date, les autorités politiques burkinabé et les experts du Fonds ont entretenu des relations ouvertement conflictuelles: deux approches du développement s'affrontaient.

Les experts de Washington ne pouvaient pas et ne voulaient pas comprendre la philosophie qui guidait les plans de développement du Burkina Faso. Les conditions exigées par le FMI pour intervenir financièrement au Burkina étaient inacceptables tout simplement parce qu'elles signifiaient l'abandon à mi-chemin de tous les grands projets du régime en place à Ouagadougou.

A partir de 1990, l'implosion de l'URSS et des ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est, conçue et mise en oeuvre par les dirigeants soviétiques eux-mêmes, en quête d'argent frais de la part des Etats-Unis, entraîne dans le monde un bouleversement des rapports de force. La capitulation sans condition de l'URSS et sa désintégration accélérée mettaient objectivement les Etats-Unis dans une position où ils pouvaient régner sans partage sur l'ordre économique et politique du monde.

Méthodiquement, les USA, les pays capitalistes occidentaux, et toutes les agences d'exécution du système des Nations Unies (le FMI et la Banque mondiale en tête) vont entreprendre une offensive politique et économique sur le continent africain en particulier:

- Les gouvernements inventent tout un attirail de concepts comme le droit d'ingérence, le devoir d'assistance humanitaire et avancent des mots d'ordre politiques pour imposer aux pays africains des aides financières liées à la démocratisation des régimes politiques, au multipartisme et au respect des droits de l'homme. Certains ont même parlé de primes à la démocratie!
- La Banque mondiale et le FMI vont s'occuper de la restructuration des tissus économiques délabrés, de la guerre contre la pauvreté, et du

rétablissement des grands équilibres macro-économiques dans les pays africains.

La distribution des tâches étant ainsi faite, il ne restait plus que la mise en oeuvre pratique de la nouvelle croisade du capitalisme triomphant, à travers les démocratisations et les versions revues et corrigées des programmes d'ajustement structurel des années 1990.

Après trente ans de vains efforts pour rattraper l'occident capitaliste dans son (ou ses) modèles(s) de développement, la majorité des pays africains étaient pratiquement dans le gouffre sur le plan économique et social: croissance économique nulle ou négative, dettes intérieures et extérieures impossible à honorer, mévente chronique et trop bas prix des produits primaires d'exportation, recettes fiscales et douanières insignifiantes entraînant souvent l'incapacité de payer les salaires des agents d'une administration publique de plus en plus corrompue et décrédibilisée...

En 1990, les émeutes de la faim et de la misère étaient déjà en marche partout, lorsque les occidentaux entamaient leur nouvelle reconquête économique et politique du continent africain, sous le leadership incontesté des USA à travers le FMI et la Banque mondiale. Les couches sociales les plus pauvres n'attendaient plus rien des Etats qui ne pouvaient plus s'affirmer qu'au travers de la répression des manifestations de révolte populaire et de la chasse aux opposants politiques.

Déjà au tout début des années 1980 où les conséquences négatives des premiers programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale avaient empiré les conditions de vie des masses populaires sur le continent, un petit pays comme le Burkina Faso, enclavé dans la boucle du Niger, était dans un tourbillon d'instabilité politique chronique. Les nombreuses sécheresses répétées dans le Sahel ouest-africain avaient sérieusement détérioré les performances déjà médiocres d'une agriculture extensive et pluviale occupant plus de 90 pour cent de la population à l'époque. Le cheptel aussi exigeait un sérieux déstockage au moment où les viandes subventionnées de la CEE et de l'Argentine envahissaient les marchés de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Ghana où les éleveurs burkinabé écoulaient leur bétail.

Un recul dans le passé est nécessaire pour expliquer le cheminement politique assez particulier du Burkina Faso entre 1960 et 1991, à la date de la signature de son tout premier accord avec le FMI et la Banque mondiale pour l'application du programme d'ajustement structurel. Le poids des centrales syndicales qui ont toujours réussi à sauvegarder leur indépendance vis-à-vis des régimes politiques depuis l'indépendance politique du pays, l'influence réelle des structures des pouvoirs traditionnels (l'Empire Moagha en particulier) dans la vie politique nationale, etc., ne peuvent pas ne pas être sérieusement pris en compte.

C'est le jeu complexe de tous ces facteurs objectifs comme subjectifs qui explique et l'instabilité politique et les multiples alternances entre régimes démocratiques multipartistes, régimes mixtes, et régimes d'exception militaires, toujours avec un savant dosage de militaires et de civils en relation avec les équilibres ethniques, régionaux et autres.

De 1960 à nos jours, le pays a connu six Présidents de la République et au moins une demi-douzaine de coups d'Etat militaires.

Un peu d'histoire

Un des premiers régimes politiques civils africains issus des indépendances politiques de 1960 à se faire renverser par les foules révoltées, a été celui de feu le Président Maurice Yaméogo du Burkina Faso (Haute-Volta à l'époque). Le 3 janvier 1966, syndicats, partis politiques clandestins, organisations d'élèves, associations, chômeurs et désœuvrés envahissent les rues pour exiger la démission du Président, de son parti unique et de son Gouvernement, accusés de corruption et de gaspillage.

Le régime venait de décider une baisse de vingt pour cent sur tous les salaires pour financer un déficit budgétaire attribué par les syndicats à la gestion gabégique, à la corruption, au népotisme et au gaspillage du Président et des siens. La toute jeune armée nationale, créée après l'expulsion des bases militaires françaises et le refus de Maurice Yaméogo de signer des accords secrets de défense avec la France, regarde la furie destructive des foules en action sans rien faire. Incapables de trouver un compromis politique entre eux pour prendre le pouvoir, les partis politiques et les syndicats finissent par s'en remettre purement et simplement à l'armée.

C'est la foule qui ira chercher le colonel Lamizana Sangoulé au camp militaire de Ouagadougou en criant: A bas Maurice! L'armée au pouvoir! Les militaires, forts du soutien populaire, obtiendront la démission du Président élu quelques mois auparavant avec 99,99 pour cent des voix. L'armée s'installe très confortablement au pouvoir après avoir dissout le parti unique, l'Assemblée nationale et le gouvernement. Le nouveau Président qui est l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, Lamizana Sangoulé, forme un gouvernement de douze ministres dont sept militaires qui occupent les postes-clés de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances.

Mais comme le souligne justement Lippens (1972:23) dans son livre *la république de Haute-Volta*. L'organe essentiel de décision politique n'est du reste pas le gouvernement, mais le Conseil supérieur des forces armées créé le 9 décembre 1966 par le décret 395 bis/PRES qui en précise, dans son article deux, la composition:

Le Conseil supérieur des forces armées comprend: — président: le ministre de la défense nationale; — membres: les officiers membres du

gouvernement, le chef d'Etat major des forces armées, les chefs de corps, les officiers de l'état-major. Jusqu'en avril 1967, le général Lamizana, cumulant les fonctions de chef de l'Etat et de ministre de la Défense nationale, assurait la présidence de ce Conseil.

Malgré l'existence d'un conseil consultatif de quarante-six (46) membres dont dix (10) militaires, vingt-six (26) civils issus des partis politiques et des syndicats et dix (10) représentants de la société civile, le 12 décembre 1966, le Conseil supérieur des forces armées décide unilatéralement et déclare que l'armée gardera le pouvoir pendant quatre ans, avant d'annoncer son programme de redressement des finances publiques et de relance de la croissance économique. La même déclaration suspendait les activités publiques des partis politiques. Malgré quelques protestations de pure forme, syndicats et partis politiques acceptent le fait accompli.

Le tout puissant ministre de l'Economie et des finances, l'intendant militaire Garango Marc Tiémoko, sera l'artisan du redressement financier: il impose 25 pour cent de réduction des salaires à tous les agents de l'Etat, supprime ou réduit de nombreux avantages dont bénéficiaient ministres, directeurs et chefs de service comme les logements administratifs gratuits, les dotations d'essence, etc. Ni les partis politiques, ni les syndicats ne protestent: le terme «garangose», entre dans le menu des conversations pour signifier les temps durs.

L'intendant militaire réussira la prouesse de dégager dès 1968, un excédent budgétaire de 362,288 millions de francs, contre des déficits cumulés, dépenses non régularisées et factures impayées d'un total de 4.538.915.276 en 1966 sur un budget d'à peine 10 milliards de francs CFA. On pouvait parler d'un ajustement mené à bon port. L'armée s'appuiera sur cette réussite dans sa gestion des finances publiques pour s'imposer à la classe politique de l'époque. Elle décide unilatéralement et par décret de son maintien au pouvoir pour, dit-elle, poursuivre et achever l'oeuvre de redressement économique du pays.

Dans sa brochure, l'intendant militaire, ministre des Finances et du commerce depuis 1966 Garango (1971:43) écrit, en ce qui concerne le bilan de la situation au 31 décembre 1965:

Pour assurer la couverture de 3.163.000.000 de francs CFA de dépenses réalisées en dépassement, la Haute-Volta avait consommé pour une somme équivalente les dépôts des correspondants ne lui appartenant pas. En d'autres termes, si le 31 décembre 1965 l'ensemble des créanciers (épargnants, possesseurs de comptes chèques, Trésor français, etc.) avaient réclamé le remboursement de leurs dépôts et prêts, le Trésor n'aurait pu théoriquement payer que dans les limites de ses disponibilités, soit 856 millions de francs CFA.

Pour le surplus, les caisses étant vides, aucun remboursement n'eût été possible... Encore faut-il noter qu'en fait, le Trésor ne disposait pas de 856

millions de francs CFA en numéraire car cette somme comprenait, outre les valeurs de caisse (timbres fiscaux, rejets, etc.), les dépenses à régulariser des agents spéciaux. Il était clair qu'avec une situation aussi alarmante et des perspectives plutôt sombres, personne n'était pressé d'être au pouvoir et encore moins de gérer le ministère des Finances et du commerce. Seule l'armée, pétrie d'honneur, d'abnégation et de sacrifice, a constitué l'unique recours et s'est vue abandonner volontiers cette cause jugée désespérée (Garango 1971).

L'ajustement structurel ou du moins le redressement financier réussi par le premier régime militaire entre 1966 et 1968 va légitimer une présence permanente des militaires dans la vie politique nationale jusqu'à nos jours. Dès le 2 mars 1970, dans une lettre accompagnant un avant-projet de constitution destiné à être discuté et amendé par le conseil consultatif, le Président Lamizana précisait que certaines dispositions ne pouvaient pas être amendées. Parmi ces dispositions, il y avait l'intégration de l'armée à la Nation et pendant une période de transition, renouvelable ou non, sa participation à l'exercice du pouvoir.

La deuxième constitution sera adoptée par référendum le 14 juin 1970. Son article 108 stipule que: Pendant une période de quatre ans, les dispositions suivantes seront appliquées:

- les charges et prérogatives du Président de la République seront assurées par la personnalité militaire la plus ancienne dans le grade le plus élevé;
- le gouvernement comprendra des personnalités militaires dans la proportion d'un tiers de ses membres.

Le 20 décembre 1970 les élections législatives ont lieu avec sept partis politiques et trois listes indépendantes: la deuxième république naissait.

Le 8 février 1974, le général Président Lamizana fera un coup d'Etat à la faveur d'une banale querelle de préséance entre le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale, tous deux membres dirigeants du parti majoritaire au pouvoir: la deuxième république avait vécu. La situation économique et sociale avait eu le temps de se détériorer suffisamment pour justifier une remise en ordre par les militaires.

Pendant quatre ans encore l'armée sera seule aux postes de commande. C'est le début des grandes sécheresses dans les pays du Sahel ouest-africain, et l'aide alimentaire commence à être déversée abondamment. Elle va alimenter un véritable marché de trafics et de corruption en tous genres au Burkina Faso. L'armée éclaboussée, perd beaucoup de son crédit. Elle s'ouvre aux hommes d'affaires nationaux et lance une politique de voltaïsation des capitaux.

Les banques, les entreprises et les sociétés jusqu'ici totalement dominées par les capitaux français seront nationalisées. L'Etat, les nationaux qui possèdent de l'argent, et quelques démembrés de l'Etat comme la caisse

nationale de sécurité sociale pourront acheter des actions. La Caisse nationale d'investissement et de développement industriel (CNDI) est créée pour financer des projets privés de montage de petites et moyennes industries de substitution aux importations.

Les résultats ne sont guère concluants. Les militaires tentent de créer un parti unique comme au Zaïre ou au Togo voisin pour stabiliser la situation qui se dégradait à vue d'œil. Les 17 et 18 décembre 1975, dans une action unitaire, les centrales syndicales et les partis politiques, officiellement dissouts, réagissent vigoureusement par une grève générale largement suivie sur tout le territoire: les deux seules revendications sont le rejet clair et net du parti unique et l'exigence d'un retour à une vie constitutionnelle normale dans les meilleurs délais.

Le pouvoir militaire est obligé de reculer. Il autorise la reprise des activités politiques des partis qui étaient suspendues depuis le coup d'Etat du 8 février 1974. Il annonce qu'un projet de constitution sera soumis à référendum: c'est la troisième république qui s'annonce. La nouvelle constitution est adoptée par référendum le 27 novembre 1977, et les élections législatives se déroulent le 30 avril 1978 sur fond de scissions multiples au sein des partis politiques en lice. Quatre candidats se présentent aux élections présidentielles le 14 mai 1978.

Un deuxième tour (le 28 mai 1978) des élections présidentielles est nécessaire pour assurer la victoire du général Président sortant Lamizana Sangoulé, mis en ballottage au premier tour. Avec un taux d'abstention de 64 pour cent au premier tour, il est facile de mesurer le désintérêt réel des populations pour ces élections pourtant incontestablement démocratiques.

La classe politique civile se montre incapable de surmonter les mêmes dissensions et querelles qui avaient justifié le coup d'Etat du 8 février 1974. Après deux ans de vie constitutionnelle démocratique entre 1978 et 1980, c'est avec la bénédiction très officielle du principal parti politique de l'opposition parlementaire, que l'armée reprend le pouvoir le 25 novembre 1980: c'est un colonel qui remplace le général à la tête du pays.

La marche vers l'auto-ajustement révolutionnaire

Fortement soutenu et conseillé par le parti politique du grand historien et homme politique burkinabé de renom, le professeur Joseph Ki-Zerbo, le régime des colonels qui prend le pouvoir ce 25 novembre 1980 s'illustre par une politique extrêmement répressive vis-à-vis des syndicats et du mouvement démocratique national dans son ensemble. Il dissout la centrale syndicale la plus combative, supprime le droit de grève et engage une véritable chasse aux sorcières contre les communistes.

Malgré ses velléités de redressement pour le progrès national, en dehors d'un effort pour moraliser l'administration, restructurer et dynamiser les secteurs de l'éducation et de la recherche scientifique, le régime battra tous

les records d'impopularité en très peu de temps. Sa volonté de mâter toute opposition à son action lui mettra de nombreux secteurs de la vie économique et politique du pays à dos. Une pétition signée d'une centaine de cadres et d'intellectuels de toutes les sensibilités politiques sera déposée au secrétariat permanent du comité militaire pour exiger entre autres le jugement ou la relaxe des prisonniers politiques, la restauration des libertés politiques et syndicales, et la fin de la chasse aux sorcières.

C'est dans l'indifférence générale qu'un coup d'Etat renversera le régime des colonels, le 7 novembre 1982, le médecin commandant Jean-Baptiste Ouédraogo remplace le colonel Saye Zerbo à la tête de l'Etat. Mais dans les casernes militaires, les débats politiques sur l'orientation et les choix stratégiques de développement pour le pays se menaient à ciel ouvert. De jeunes capitaines et lieutenants affichaient publiquement leurs options idéologiques et politiques de gauche, face aux officiers supérieurs très conservateurs (généraux et colonels) issus en majorité des rangs de l'armée coloniale française.

L'organe militaire dirigeant sera incapable de s'engager, et d'engager l'armée et le pays tout entier, dans une direction politique précise: le clivage droite-gauche dans les instances paralyse la vie politique. Il faudra attendre le 17 mai 1983, pour que les officiers de droite se décident à passer le rubicon, et procéder à une épuration politique. Le Premier ministre (le capitaine Thomas Sankara) et le secrétaire du conseil militaire au pouvoir (Lingani Boukary) sont arrêtés et emprisonnés.

Sous le commandement d'un des capitaines rescapé du coup de filet (Blaise Compaoré), un corps d'élite de l'armée entre pratiquement en rébellion à 140 km de la capitale et menace sérieusement l'aile conservatrice au pouvoir si les prisonniers ne sont pas libérés: des négociations de pure forme s'engagent. En vérité, c'est une lutte politique ouverte qui traverse les rangs de l'armée. Les partis politiques civils s'alignent derrière les deux camps en présence au sein de l'armée.

Pour la première fois, toute la classe politique (civils comme militaires) se retrouve engagée de gré ou de force dans un conflit né dans l'armée, mais à travers lequel le choix des options fondamentales futures de la nation est clairement posé: c'est à coups de marches, de contre-marches et de démonstrations dans les rues que le débat se déroule. Les partis conservateurs de droite descendent dans les rues pour soutenir le pouvoir avec des pancartes exigeant le libéralisme économique. En réponse, les partis et syndicats de gauche envahissent les artères de la capitale en criant "libérez Thomas Sankara, à bas Jean Baptiste Ouédraogo".

Du 17 mai au 4 août 1983, on peut affirmer que le pays n'était plus gouverné. Les auteurs du coup de force du 17 mai n'arrivaient pas à obtenir un minimum d'assise populaire pour risquer l'affrontement militaire avec les rebelles de l'armée, retranchés dans leur centre de Pô, adossés au Ghana

voisin dont le Président John Jerry Rawlings sympathisait ouvertement avec les capitaines. Dans la nuit du 4 au 5 août, le capitaine Blaise Compaoré et ses commandos viendront cueillir le pouvoir à Ouagadougou: le nouveau Président est le capitaine Thomas Sankara qui annonce l'ère de la Révolution démocratique et populaire.

L'auto-ajustement dans l'autoritarisme révolutionnaire

Le Conseil national de la révolution (CNR), organe dirigeant du nouveau pouvoir, est composé de civils issus des rangs des deux principales forces politiques de la gauche révolutionnaire au Burkina engagées ouvertement aux côtés des officiers de gauche depuis le 17 mai 1983 en particulier (Parti africain de l'indépendance et l'Union de lutte communiste) et de militaires de divers grades. C'est bien la première fois que des civils sont ouvertement et officiellement membres d'une instance de cette nature dans l'histoire politique du pays.

Dans sa proclamation du 4 août 1983, le président du Conseil national de la révolution, le capitaine Thomas Sankara avait lancé un appel aux jeunes des villes et des campagnes pour les inviter à s'auto-organiser en Comités de défense de la révolution, par des votes démocratiques: dans les 7.500 villages, comme dans les différents quartiers de toutes les villes, ces comités naîtront et éliront librement leurs responsables sans aucune intervention du pouvoir.

Les Comités de défense de la révolution (CDR) seront tour à tour traités de structures insurrectionnelles, de structures d'embrigadement du peuple, de ramassis de jeunes délinquants, de cadres organisationnels chargés de liquider les syndicats dans les services, etc. Mais personne ne nie le fait qu'ils ont été au départ des purs produits de leur milieu, et que toute l'action de bouleversement profond des rapports socio-politiques qui a permis la mise en oeuvre de la nouvelle approche du développement au Burkina s'est principalement appuyée sur ces CDR.

Depuis les trente-trois années passées, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune association et aucun pouvoir politique n'avait jamais pu se créer une assise populaire organisée aussi spontanément sur l'ensemble du territoire national. Au-delà de la polémique intellectualiste, il faut tout simplement lire dans ce phénomène l'expression d'une puissante volonté de changement qui existait au sein d'une jeunesse au bord du désespoir. Le pays avait essayé comme nous l'avons déjà vu, toutes les formules possibles pour stabiliser au pouvoir une vieille classe politique de droite, emmurée dans ses privilèges hérités de l'époque coloniale, usée jusqu'à la corde et incapable de changer dans ses idées et dans ses pratiques.

Le nouveau pouvoir va s'appuyer sur ce soutien populaire, organisé du plus petit village à la capitale, pour littéralement détruire les bases économiques, sociales et politiques de la vieille classe dirigeante: c'est toute

une conception et une autre pratique du pouvoir qu'il fallait initier à travers ce processus complexe de destruction/reconstruction. Une redistribution des forces sociales s'opère au Burkina Faso. Les forces politiques traditionnelles (chefferies) et modernes (anciens partis issus de la lutte anticolonialiste), de même que les centrales syndicales qui jusqu'ici faisaient et défaisaient les régimes au pouvoir, vont se retrouver marginalisées au profit des nouvelles structures, les CDR.

Avant leur mutation bureaucratique qui va petit à petit les rendre moins performants sur le triple plan politique, économique et social, les CDR permettront la création d'une dynamique d'initiatives populaires qui, en quelques années, transformera le pays tout entier en chantier et les populations en acteurs de leur propre progrès. Cette dynamique à la base était alimentée par des décisions, des actions et des comportements plus que symboliques au sommet de l'Etat.

Les options idéologiques et politiques sont définies

Le Conseil national de la révolution a publié un discours d'orientation politique, qui constituait à lui seul une rupture avec le passé. Pour la première fois, un régime au pouvoir posait la problématique du développement en termes de lutte de classes et d'intérêts opposés:

L'insurrection du 4 août 1983, la victoire de la Révolution et l'avènement du Conseil national de la révolution sont (...) incontestablement la consécration et l'aboutissement conséquent des luttes du peuple (...) contre la domination et l'exploitation néocoloniales, contre l'assujettissement de notre pays, pour l'indépendance, la liberté, la dignité et le progrès de notre peuple (...) La Révolution d'août a triomphé en se posant ainsi comme l'héritière et l'approfondissement du soulèvement populaire du 3 janvier 1966, la poursuite et le développement à un stade qualitatif supérieur de toutes les grandes luttes populaires qui sont allées en se multipliant ces dernières années et qui toutes, marquaient le refus systématique du peuple (...) et particulièrement de la classe ouvrière et des travailleurs de se laisser gouverner comme avant (...) Dans leur essence, la société néocoloniale et la société coloniale ne diffèrent en rien (...) Des nationaux (...) entreprirent, avec l'appui et la bénédiction de l'impérialisme, d'organiser le pillage systématique de notre pays. Des miettes de ce pillage qui leur retombent, ils se transforment petit à petit en une bourgeoisie véritablement parasitaire ne sachant plus retenir leurs appétits voraces... Ce sont les paysans créateurs de richesses nationales qui souffrent le plus du manque d'écoles et de fournitures scolaires pour leurs enfants (...) C'est parmi eux que le taux d'analphabétisme est le plus élevé (98 pour cent). Ceux qui ont besoin le plus de savoir pour que leur travail productif puisse s'améliorer en rendement, c'est encore ceux-là qui profitent le moins des investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la technologie (...) (Sankara 1983:3-4).

Si comme on le constate les options du régime sont clairement définies par rapport aux alliances avec les forces sociales en présence, nulle part le discours d'orientation ne mentionne ni le socialisme scientifique, ni le marxisme-léninisme, ni la nécessité de créer un parti. Aux dires des dirigeants, il ne s'agissait pas d'un oubli mais d'un choix conscient pour se démarquer de cette habitude établie par de nombreux régimes militaires africains, qui se proclamaient communistes, marxistes-léninistes ou socialistes, avant de créer le parti d'avant garde du prolétariat. Par contre le discours oppose la bourgeoisie parasitaire à la classe ouvrière, aux paysans et à tous les travailleurs. Les paysans sont cités comme les créateurs des richesses nationales, aspirant légitimement à plus de connaissances pour mieux produire, mais qui profitent le moins des investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la technologie.

Cette approche théorique renverse la logique classique qui présentait le développement comme la continuation et l'approfondissement du pacte colonial: il existe une métropole, le centre qui est ici la France, pour les besoins économiques de laquelle la production est exclusivement organisée dans les colonies, qui ne constituent que la périphérie du centre.

De la fragilité extrême de la bourgeoisie nationale

Le cas spécifique du Burkina Faso, son rôle et sa place dans le système global du capitalisme français méritent d'être mieux cernés. Dans la stratégie de mise en valeur des colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest, ce pays, le plus peuplé de la zone, mais enclavé à 1200 km du port d'Abidjan, n'était qu'un simple réservoir de main-d'oeuvre pour les plantations de cacao et de café de la Côte d'Ivoire voisine. Ce rôle excluait de fait une quelconque infrastructure locale à même d'assurer le mieux-être des populations qu'il fallait «de gré ou de force» contraindre à s'exiler vers l'Eldorado, où se bâtissait le fameux miracle ivoirien, depuis l'époque coloniale.

Le développement était conçu comme l'accroissement quantitatif des produits primaires exportés vers la métropole, sans aucune valeur ajoutée. En vérité, la classe politique burkinabé qui a accédé au pouvoir à la faveur des indépendances politiques de 1960, était plus que parasitaire. Elle n'était qu'une couche sociale constituée d'anciens fonctionnaires de l'appareil administratif colonial, chargés de gérer en sous-traitance pour les planteurs ivoiriens, les populations réputées disciplinées et travailleuses.

En retour, ils disposaient d'un appareil d'Etat qui leur assurait des salaires et indemnités mensuelles, qui les mettaient à l'abri du besoin. Les plus dynamiques ou les plus opportunistes d'entre eux investirent dans l'immobilier. Ils vont ainsi s'assurer des rentes substantielles en louant leurs villas et immeubles aux ambassades et aux organismes internationaux.

Les velléités nationalistes des années 1970, à travers les efforts de mise en place d'unités industrielles privées avec une forte participation de

capitaux nationaux, n'ont pas pu aboutir à la création d'une classe d'hommes d'affaires locaux: la majorité des fortunés de la classe politique ont préféré la sécurité des situations classiques de rentes.

La Révolution du 4 août 1983 n'avait pas en face d'elle, une bourgeoisie nationale solidement installée à travers une base économique structurée. L'instabilité politique chronique sur fond de querelles entre fractions de la même classe dirigeante de droite, avait contribué à laminer sa base sociale dans les villes surtout où les syndicats étaient particulièrement actifs en milieu ouvrier et dans l'administration.

La prise en main de l'appareil d'Etat (gouvernement, direction des grands services, des banques et des sociétés d'Etat) était déjà en soi une mise à l'écart de la vieille classe dirigeante et des forces politiques de droite. Les autres mesures viendront petit à petit parachever ce travail et ouvrir la voie à l'émergence d'une autre génération de la petite bourgeoisie intellectuelle de gauche aux postes de commandes.

Des mesures d'ajustement structurel sans FMI/Banque mondiale

La longue série des mesures concrètes commence par le sommet de la pyramide de l'Etat: suppression de toutes les indemnités versées au Président et aux ministres, maintien du seul salaire d'origine pour tous, octroi de véhicules de fonction Renault 5 non climatisés et une dotation d'à peine 50 litres d'essence par mois pour le Président et les ministres, réduction des frais de mission à 15.000 francs CFA par jour. Tous les véhicules de grosse cylindrée des ministères et de la Présidence sont vendus aux enchères publiques et le parc automobile de l'Etat est réduit de moitié.

Le budget de l'Etat, en l'absence d'une Assemblée nationale classique, est débattu en public et radiodiffusé et télévisé en direct. Tous les ministres, directeurs généraux, directeurs des affaires administratives et financières des ministères, directeurs de sociétés d'Etat et leurs comptables participent aux débats pour justifier leurs besoins en financement sur le budget. Du simple crayon papier à la dotation en papier hygiénique, tout est discuté ligne par ligne, avec le souci avoué de faire partout des économies de bouts de chandelles.

Un exercice laborieux mais salubre qui a permis à beaucoup de têtes savantes, totalement ignorantes des réalités du fonctionnement d'un Etat aussi démuné que celui du Burkina, de toucher du doigt les obstacles objectifs au développement conçu depuis Paris ou Washington. La fonction publique, avec ses trente mille agents connaîtra une véritable épuration radicale: licenciements et déagements se font tous les mercredis (jour du Conseil des ministres) avec des motifs allant de la simple mauvaise manière de servir, à l'obstruction à la marche radieuse de la Révolution, en passant par l'élitisme et l'absentéisme chroniques.

L'instauration d'un système ponctuel de paiement des salaires de main à main par le billetage permet de surveiller de près les fluctuations de la masse salariale: les agents fictifs, les doubles salaires et autres petites astuces pour les détournements de fonds sont facilement décelés et réprimés. Sur un seul mois par exemple, 35 millions de francs CFA ont été ainsi récupérés au bénéfice de l'Etat. Cette somme apparemment modeste représente au Burkina, 1/100^e de la masse salariale mensuelle, le salaire annuel de 500 instituteurs ou le coût annuel d'un expert étranger de haut niveau!

Avec l'autoritarisme que symbolisait la présence militaire au pouvoir, les Comités de défense de la révolution (CDR) et surtout l'institution des Tribunaux populaires de la révolution (TPR), l'appareil politique qui allait totalement bouleverser l'ancien ordre était au complet. Les tribunaux populaires ont jugé publiquement tous les anciens dirigeants politiques coupables de corruption et de détournements divers. Ces tribunaux qui siégeaient sous la présidence d'un juge professionnel mais sans avocats défenseurs, obligeaient les accusés à apporter eux-mêmes la preuve de leur innocence, en inversant donc la charge de la preuve, caractéristique des tribunaux classiques.

Cette procédure qui a été très critiquée avait un avantage politique certain. Il obligeait les anciens dirigeants à dévoiler publiquement les dessous des mécanismes de la corruption au plus haut niveau. Ainsi, un ancien ministre sommé de dire d'où provenaient les millions de francs CFA en billets trouvés sous son lit à son domicile, s'est écrié: «Mes enfants, de notre temps quand on arrivait au gouvernement il fallait s'arranger pour ne pas repartir les mains vides!»

Ces tribunaux ont largement servi d'école d'éducation et de moralisation pour les hommes politiques d'abord (les innocents étaient relâchés, comme l'ancien Président Lamizana Sangoulé) et ensuite pour l'opinion publique. Ils n'ont pas fait que du tort à des innocents comme certains veulent le faire croire de nos jours. Concrètement, les caisses de l'Etat ont récupéré environ 4 milliards de francs CFA en argent liquide et en biens immobiliers. Ce qui représente tout de même une bonne moitié du déficit budgétaire de l'année 1990 par exemple.

Toutes ces actions taxées aujourd'hui, sans aucune nuance, d'arbitraires, d'injustes, ont permis de jeter les bases du premier programme populaire de développement au ras du sol entre octobre 1984 et décembre 1985: tous les 7.500 villages, chacun à travers son Comité de défense de la révolution, furent directement impliqués et sans intermédiaire aucun, à la réflexion, à l'élaboration chiffrée de ce programme, selon leurs besoins et surtout leurs ressources physiques et financières propres.

En résumé, c'est 7,427 milliards de francs CFA d'investissement dans le programme de base; 139,265 milliards de francs CFA d'investissement dans

le programme d'appui; 13,999 milliards de francs CFA d'investissement dans les grands projets. Au total 160,692 milliards de francs CFA d'investissements en une période de quinze mois pour répondre à court terme partiellement ou totalement aux préoccupations premières des masses rurales et urbaines (besoins en nourriture, alimentation en eau, habitat et infrastructures socio-économiques de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport). «Eduquer le peuple à compter sur lui même dans la réalisation du progrès social auquel il aspire...» (Programme populaire du développement (PPD) 1984-1985).

Soulignons enfin que ce PPD a obtenu le taux de réalisation le plus élevé de l'histoire des plans de développement du pays depuis son indépendance politique, soit plus de 85 pour cent, quels en ont été les résultats concrets?

D'abord ce programme a permis à 9 millions de paysannes et de paysans de réaliser par eux mêmes qu'ils possédaient assez de moyens et d'énergies pour transformer qualitativement leurs conditions d'existence quotidienne. La réalisation de ce programme a permis de briser des mythes tenaces au sein d'un petit pays sahélien enclavé de 274.000 Km², où l'assistance alimentaire internationale était devenue depuis les années 1970, la seule activité économique en croissance continue. Ces mythes fortement entretenus dans les esprits se résument en fatalisme et résignation face à la sécheresse, la désertification, et les successives mauvaises saisons des pluies qui nuisaient sérieusement à une production agricole presque exclusivement pluviale.

Avoir réussi en un an, à réaliser deux-cent-cinquante (250) retenues d'eau construites par des files de femmes, d'enfants et d'hommes transportant chacun une grosse pierre sur la tête, trois mille cinq cents (3.500) forages dans les campagnes et dans les quartiers périphériques des villes, pour assurer dix litres d'eau potable par jour et par habitant, c'est éliminer le mythe de la fatalité pour tous ceux qui se croyaient condamnés à ne survivre que grâce à l'aide alimentaire.

Le seul aménagement de la vallée du fleuve Sourou (barrage financé sur fonds propres et investissement humain volontaire) a assuré 1.000 hectares de terres fertiles et irriguées capables de produire annuellement 125.000 tonnes de riz, maïs, mil, sorgho et blé, soit 10 pour cent des besoins alimentaires du pays. Aucun bailleur de fonds international (la Communauté économique européenne en tête) n'a accepté de mettre un dollar dans ce projet, taxé de folie des gauchistes de Ouagadougou.

Ce seul barrage a permis de doubler la quantité d'eau stockée au Burkina, qui est passée de 300 millions à 600 millions de mètres cubes. En 1993, cette quantité avoisine déjà les 3 milliards de mètres cubes contre à peine 300 millions en 1983. De 1983 à 1994, le Burkina Faso a pu construire deux barrages hydroélectriques (Kompiengã et Bagré) qui lui

procurent environ 30 pour cent de ses besoins énergétiques pour lesquels il importait au moins pour 16 milliards de francs CFA par an.

Le taux de scolarisation est passé de 16 pour cent en 1983 à 34 pour cent en 1993. Maintenant que les paysans savent comment s'organiser, cotiser et construire les écoles, il y a chaque année plus de 700 nouvelles classes construites où l'Etat doit affecter des enseignants: l'espoir de pouvoir vaincre l'analphabétisme sans les grands moyens des projets éducation de la Banque mondiale est né dans les campagnes au Burkina.

L'Etat se retrouve à la traîne pour assurer le recrutement des instituteurs par manque d'argent. Entre 1983 et 1992 les effectifs de l'école primaire sont passés de 250.537 à 530.011 élèves soit 111,154 pour cent de progression. Dans les lycées et collèges, en dix ans les effectifs sont passés de 27.618 à 97.170, soit une progression de 257,83 pour cent. La seule université de Ouagadougou, prévue pour 3.500 étudiants a vu son effectif atteindre les 8.818 en 1993 (cf. compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 9 février 1994, publié dans le quotidien privé «le pays»¹ page 5)

Dans le domaine de l'habitat, plus de 125.000 parcelles de terrain d'habitation ont été attribuées aux populations urbaines en sept ans (1983-1990) contre seulement 60.000 de 1895 à 1983, c'est-à-dire en un siècle! Il convient de souligner que 3.700 logements sociaux ont été construits et attribués en location vente à des loyers mensuels variant selon les standings de 15.000 à 50.000 francs CFA.

Les mêmes constats peuvent se faire dans de nombreux autres secteurs comme la santé publique où, par exemple, du 25 novembre 1984 au 10 décembre 1984 (soit en 15 jours) plus de 2,5 millions d'enfants âgés de moins de 14 ans ont pu être vaccinés contre la méningite, la fièvre jaune et la rougeole. Cette opération baptisée vaccination «commando», a prouvé l'efficacité des Comités de défense de la révolution dont des membres ont transporté sur leur dos des infirmiers et leurs trousseaux pour traverser à la nage des rivières en crue et atteindre des villages isolés par l'eau.

Cet ajustement interne a permis au Burkina Faso d'inverser les rapports entre sa croissance démographique et sa croissance économique en 1989. Sept années après le 4 août 1983, la croissance économique était de 5,1 pour cent et la croissance démographique de 2,7 pour cent, selon les chiffres de la Banque mondiale. En comparaison avec d'autres pays de la zone dans la même période, nous avons 2,9 pour cent de croissance démographique contre 2,9 pour cent de croissance économique au Mali, au Niger on se retrouve avec 3 pour cent de croissance démographique contre -1,3 pour

1 Divers journaux publiés au Burkina Faso ont été exploités entre autres: *l'observateur*, *le pays*, *le tam-tam*, *le journal du jeudi*, *le regard*, *le journal*, *sidwaya*, *l'indépendant*, *la clef*, *Bendré*, *l'intrus*, *le matin*, et *kibaré*.

cent de croissance économique, et enfin la Côte d'Ivoire qui présente 4,1 pour cent de croissance démographique contre -6 pour cent de croissance économique.

La démocratie dans l'ajustement du FMI/Banque mondiale

Nous ne reviendrons pas sur les travers politiques de l'autoritarisme révolutionnaire au Burkina Faso jusqu'en 1991 sinon que pour mentionner l'incapacité structurelle du pouvoir à sauvegarder les quelques espaces de libertés qui coexistaient avec la Révolution: libertés syndicales, droit de critique dans une presse privée, libre existence de partis d'opposition. Cette intolérance politique a sévi hors du cercle des dirigeants avant d'y pénétrer pour y faire des ravages.

Les dirigeants révolutionnaires ont cultivé l'intolérance politique et le recours systématique à la violence au point de n'être plus capables de résoudre leurs propres contradictions internes autrement que par les mêmes méthodes. Dès 1984 l'éviction du gouvernement des ministres membres du Parti africain de l'indépendance (PAI) s'est accompagnée de leur emprisonnement pour propos contre-révolutionnaires! A partir de 1986 des syndicalistes et des militants politiques ont connu la prison et les tortures.

Le cercle infernal s'est fermé sur le pouvoir lui-même. Le 15 octobre 1987, c'est une véritable tragédie politique qui se produit: le Président du Conseil national de la révolution, Thomas Sankara lui-même, tombe sous les balles. Cet épisode est toujours objet de polémiques et de prises de positions plus passionnelles que politiques.

Les conséquences de l'ajustement structurel du FMI

Jusqu'en mars 1991, le Burkina Faso n'avait toujours pas signé d'accord de confirmation avec le FMI pour l'application d'un programme d'ajustement structurel, mais les discussions se poursuivaient depuis 1983.

Les démocratisations aux forceps imposées à la presque totalité des pays africains dès 1990 par les pays occidentaux, le FMI et la Banque mondiale trouvent le Burkina dans une situation paradoxale: ceux qui étaient dans les rues ou ailleurs pour dénoncer les pères de l'indépendance ou les généraux présidents, étaient déjà au pouvoir à Ouagadougou!

Le processus de démocratisation des régimes politiques africains appliqué au cas burkinabé ne pouvait objectivement que conduire à la confirmation *de jure* du changement de classe politique (ou de génération) effectué *de facto* depuis 1983 comme nous le verrons. Et ce n'est pas le fait du hasard, si l'idée de la tenue d'une conférence nationale souveraine n'a été soutenue de bout en bout principalement que par les vieux barons déchus des vieux partis de la droite burkinabé.

Mais le pouvoir en place à Ouagadougou subissait le poids de ses acquis socio-économiques dans les différents secteurs comme le montrent les

exemples cités ici. La baisse de l'enthousiasme révolutionnaire des années 1980 se traduisait par une bureaucratisation des structures populaires. Il devenait impossible de réussir une mobilisation populaire véritable, à même de maintenir la dynamique passée qui compensait pour beaucoup le manque d'argent du départ, et provoquait toujours ensuite des financements venus de divers horizons informels que les très nombreux experts étrangers dans le pays ne comprenaient guère.

Les investissements sociaux (contestés dès 1983 par le FMI) ne pouvaient plus se poursuivre avec les seules recettes budgétaires qui stagnaient autour de 70 milliards, alors que les dépenses dépassaient la barre des 100 milliards de francs CFA. Le secteur dit moderne de l'économie subissait la crise généralisée du système capitaliste mondial. La petite industrie de transformation (12 pour cent du produit intérieur brut) était déjà en pleine restructuration après les fermetures en séries de la fin des années 1970. Elle ne se remettra pas véritablement, puisqu'elle n'a jamais marché.

C'est à partir de la Révolution en 1983, que l'Etat va essayer de faire revivre par exemple de nombreuses unités privées de la zone industrielle de Kossodo dans la banlieue Est de la capitale qu'on appelait par dérision le cimetière d'usines. Il a fallu donc que ce soit le gouvernement révolutionnaire taxé par les commerçants locaux de vouloir tout étatiser, qui travaille à renflouer des entreprises privées en faillite. Mais ce soutien au secteur privé, tant prisé par la Banque mondiale et le FMI dans son principe s'effectuait avec des exigences de sauvegarde des emplois d'une part, et d'autre part l'obligation par exemple d'utiliser le maïs local dans la fabrication de la bière dans les brasseries modernes, ou le petit mil dans la fabrication du pain dans les boulangeries.

Si le FMI appréciait les efforts pour réduire la masse salariale, comprimer le train de vie de l'Etat, ou imposer une gestion saine et transparente des finances, il refusait de cautionner les principaux grands projets comme la construction du chemin de fer du Sahel (340 km) qui conduisait pourtant aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina, et surtout les investissements sociaux. Le FMI a exigé et obtenu contre tout bon sens, l'arrêt de la construction du chemin de fer à 140 km de Ouagadougou. Sur la base d'arguments comme la rentabilité économique incertaine à cause de la baisse des cours mondiaux du manganèse.

En vérité si dans les années 1970 l'exploitation de la mine de manganèse de Tambao a été mise en avant pour la recherche de financements extérieurs, il est évident que l'objectif de désenclavement interne et externe que permet le chemin de fer est en soi une raison suffisante pour justifier sa construction. Toutes les activités économiques informelles que les premiers 140 km ont déjà provoqué tout au long de la ligne constituent un démenti aux thèses économistes des experts du FMI. Sur la base d'on ne sait quelle logique, la Banque mondiale a exercé un vrai chantage en subordonnant le

financement du bitumage de la route Ouagadougou-Kaya (qui double la voie ferrée) à l'arrêt du chemin de fer, comme si, quelque part au monde, la route et le rail s'excluaient.

Dans le secteur de l'éducation, les experts du FMI vont exiger que l'on réduise le budget consacré à l'enseignement secondaire et supérieur, pour selon eux, soutenir mieux et plus, l'enseignement primaire. Dans les faits, là encore, on cherche à opposer deux secteurs qui ne s'excluent pas. Pratiquement, la formation de cadres de très haut niveau au Burkina semble être un luxe inutile. Il faut se contenter d'une formation générale à la base, limitée à l'école primaire.

Des routes bitumées et des chemins de fer sont tous très utiles pour désenclaver totalement un pays où des excédents de production agricoles pourrissent dans une région inaccessible, au même moment où on fait venir l'aide alimentaire d'Europe ou des Etats-Unis pour d'autres régions. Les experts du FMI restent absolument imperturbables par des arguments de cette nature qui leur ont été répétés en vain pendant plus de dix ans.

Les trois-cent-soixante missions d'experts étrangers au Burkina dans la seule année 1983, sont là pour prouver que le pays a besoin, plus que tout autre, de cadres de haut niveau. Le problème se situe non pas dans le principe de la formation des cadres universitaires, mais dans le contenu de la formation qui reste trop extravertie et inadaptée aux besoins du pays. Ces vérités sont des problèmes politiques internes relevant de la seule responsabilité des Etats qui définissent librement le contenu des formations, selon les experts du FMI, qui se disent de simples techniciens de la finance.

Dans le cycle primaire, le FMI met l'accent (à la suite des efforts du gouvernement) sur la scolarisation des filles. Mais les raisons ne sont guère les mêmes. Pour le gouvernement il s'agit d'établir la justice sociale et l'égalité des chances d'accès à l'école. Les experts du FMI veulent d'abord et avant tout arrêter la folle poussée démographique causée par des femmes africaines (*ignorant, poor and pregnant*), ignorantes, pauvres et en grossesse. Selon eux, plus les femmes africaines sont scolarisées plus elles maîtrisent leur procréation: ils sont donc favorables à l'envoi de plus de filles à l'école.

Enfin, les mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale pour atteindre les très hypothétiques grands équilibres macro-économiques, ajoutées aux coûts de la démocratisation (campagnes électorales à coups de billets de banque, Assemblée nationale de 107 députés payés à 240.000 francs CFA par mois et par élu, entre autres dépenses dites au service de l'Etat de droit) mettent le gouvernement burkinabé dans une situation financière plus que délicate.

Le problème chronique des recettes budgétaires insuffisantes (fiscalité inadaptée notamment au secteur informel, fraude, etc.) s'est aggravé avec l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui est aussi une

exigence du FMI. Les tensions de trésorerie deviennent très fortes et le Burkina qui faisait exception dans la sous-région (les salaires ont toujours été payés régulièrement depuis 1960) risque fort de rejoindre le peloton des Etats incapables d'assurer ce minimum. Cette solvabilité de l'Etat burkinabé explique pourtant pour beaucoup la relative paix sociale et la stabilité politique actuelles.

La confusion au sein des forces sociales et politiques

Les mesures du FMI ont rendu la situation sociale très tendue. Les cinq centrales syndicales du pays, la centaine de partis politiques, les associations de défense des consommateurs et des droits de l'homme ont tous dénoncé les conséquences dramatiques de l'ajustement structurel surtout au niveau des couches les plus démunies de la société. Les nouvelles restrictions dans l'octroi des Bourses d'études ont provoqué la révolte des étudiants qui ont déjà manifesté à maintes reprises.

La décision politique prise encore une fois sous la pression du FMI, de dévaluer le franc CFA de 50 pour cent, pour compter du 12 janvier 1994, a été ressentie comme un tremblement de terre économique au Burkina. Qu'il nous suffise de citer quelques réactions des acteurs politiques et sociaux que l'on peut considérer représentatifs:

- Le Parti africain de l'indépendance (PAI) dans la déclaration de son bureau exécutif du 25 janvier 1994 écrit: (...) En réalité, outre la volonté politique de montrer que le transfert à la France de leur souveraineté monétaire ne dispensait pas nos Etats africains de surveiller la marche générale de leur économie ni de chercher des références de compétitivité ailleurs qu'en France, cette dévaluation est aussi commandée par deux raisons majeures et générales au niveau de nos Etats: — les déficits importants; — les déficits chroniques et croissants. L'ampleur des implications de la dévaluation sur la vie de la nation commande l'organisation urgente d'un large débat national auquel participeraient les opérateurs économiques, les organisations de travailleurs, les différentes couches de la population, ainsi que les institutions de l'Etat (...).
- Lors d'une conférence de presse le 23 janvier 1994, la Convention nationale des patriotes progressistes, Parti social-démocrate (CNPP/PSD) affirme en parlant de la dévaluation et de ses conséquences, que: (...) à 33 ans, il est grand temps pour nos pays d'abandonner la mamelle de maman France, qui, dans une Europe en voie d'intégration, fait figure de vieille dame ménopausée au lait tari (...). Nos dirigeants n'échapperont pas à la colère des masses (...).
- L'éminent professeur d'histoire et député à l'Assemblée, Joseph Ki-Zerbo, qui vient de créer son parti pour le développement et le progrès (PDP), après une scission d'avec la CNPP/PSD, a publié une longue déclaration le 26 janvier d'où nous retenons que: (...) la flambée

des prix (...) la baisse du pouvoir d'achat (...) le déficit d'équipement et d'investissement (...). On nous intègre dans l'économie mondiale comme simples instruments. A nous de refuser cette affectation imposée (...). Or la dévaluation du franc CFA va déstabiliser nos économies, si elles restent divisées; mais elle peut être le point de départ d'une transformation créatrice (...). Quant aux mesures d'accompagnement, elles ne devraient pas être de simples pommades lénifiantes pour divertir les victimes de la dévaluation, mais des actions négociées avec les intéressés, et considérées comme des parties intégrantes et structurelles du bloc, du programme de dévaluation. Liguons-nous donc pour barrer la route aux effets pervers de la dévaluation par des mesures internes visant à l'assumer grâce à une co-responsabilité réelle, et non par l'aggravation de l'exploitation. Liguons-nous pour lier organiquement le combat stratégique pour l'intégration africaine à la lutte tactique contre les effets toxiques de la dévaluation...

Le professeur Ki-Zerbo dirige le parti d'opposition le plus représentatif aujourd'hui au parlement burkinabé avec neuf députés.

- Quant au Secrétaire général du parti majoritaire à l'Assemblée soixante dix-huit (78) députés sur cent sept (107), l'organisation pour la démocratie populaire/mouvement du travail (ODP/MT), Simon Compaoré, il déclare dans le quotidien gouvernemental sidwaya du mardi 1^{er} février que: Une réalité s'impose: ce n'est pas le Burkina qui fabrique le CFA; c'est une monnaie adossée au franc français et nous sommes par conséquent dépendants (...) La dévaluation doit également entraîner des changements d'attitudes et d'habitudes à tous les niveaux car personne n'est épargné. Il nous faut serrer les ceintures et se démarquer de toute démagogie. Aujourd'hui à tous les niveaux, il faut revoir un certain nombre de choses; il faut raboter les budgets (...) Il faut de la rigueur partout: au niveau des dirigeants, des administrés, etc.

Les cinq centrales syndicales du pays ne sont jamais arrivées à se retrouver sur une plate-forme d'action commune jusqu'ici, ni contre le programme d'ajustement structurel du FMI, ni sur la dévaluation qu'elles dénoncent toutes avec vigueur. Une seule des centrales syndicales, réputée proche du Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCR) d'extrême-gauche qui se maintient toujours dans une clandestinité que lui seul comprend, a choisi de boycotter le cadre de concertation, gouvernement-syndicats-patronat, mis en place par le pouvoir.

Le Secrétaire général de cette centrale syndicale, la Confédération générale des travailleurs du Burkina (CGTB), est signataire de la déclaration publiée le 20 janvier 1994 dans laquelle on peut lire:

Militants et sympathisants! Camarades travailleurs! L'heure est grave. Le 12 janvier 1994, réunis à Dakar, au Sénégal, les chefs d'Etats et de

gouvernement des pays de la zone franc CFA dont le nôtre, sous la conduite ferme et menaçante du FMI et de la France, ont décidé d'endeuiller les peuples des pays concernés, en prenant la lourde responsabilité de dévaluation du franc CFA (...). En 1990, nos organisations syndicales dénonçaient sans réserve le Programme d'ajustement structurel (PAS). Le gouvernement a utilisé toutes les astuces pour semer des hésitations et l'espoir au sein des travailleurs (...). Notre amertume le sera encore plus avec cette mesure supplémentaire du PAS qu'est la dévaluation (...). Aujourd'hui le gouvernement nous impose une seule voie: celle de la lutte...

A travers ces prises de position, une constante se dégage qui permet d'affirmer que toutes les forces politiques et sociales organisées du Burkina Faso ont été, malgré tous les signes précurseurs, surprises par la dévaluation du franc CFA, à la suite du Programme d'ajustement structurel du FMI. Il n'existe pas de propositions politiques alternatives. Les prises de positions se limitent au rejet pur et simple.

La période préélectorale et postélectorale (1991-1992) a connu une floraison de partis politiques et de syndicats, qu'on a toutes les peines du monde à distinguer et à caractériser selon les critères classiques de gauche ou de droite, tellement les programmes et prises de position se ressemblent. La démocratisation a réellement contribué à compliquer la lecture et l'analyse des rapports de forces et des alliances dans l'arène politique et sociale au Burkina Faso.

Par exemple, avant les élections, de nombreux petits partis de gauche issus de scissions au sein du parti au pouvoir ont rejoint la majorité des vieux partis de droite comme le Rassemblement démocratique africain (RDA) et la CNPP/PSD pour s'opposer au régime en place et exiger en vain une conférence nationale souveraine avant toute élection. L'engagement ouvert du parti socialiste et du gouvernement français aux côtés des partisans de la tenue d'une conférence nationale dans les pays africains francophones a beaucoup joué sur l'évolution politique au Burkina.

Pendant une période donnée, les ambassades des pays occidentaux à Ouagadougou, celle de la France en particulier, ne désemplissaient pas de représentants des partis d'opposition en quête de soutien. Ce qui se traduira plus tard par des accusations de trahison de l'ambassadeur de France lancées dans des déclarations de partis d'opposition. La presque totalité de l'opposition croyait que la France s'engagerait à leurs côtés pour obtenir la conférence dans n'importe quel cas de figure.

Le régime ne manquait pas d'arguments. Pour des pays occidentaux qui exigeaient l'Etat de droit et le respect des règles acceptées démocratiquement par la majorité, il était difficile de nier certaines évidences. Le gouvernement a catégoriquement refusé tout compromis sur cette question en s'appuyant sur les dispositions de la constitution votée le 2

juin 1991 avec le soutien ouvert et actif de tous les partis politiques existants: la constitution ne parle nulle part de conférence nationale.

Les élections ont eu lieu et le front de l'opposition a éclaté sur la base du choix entre la participation et le boycott. Les partis qui s'estimaient suffisamment représentatifs (en fait tous les vieux partis de droite) ont choisi de boycotter les élections présidentielles mais de participer aux législatives. La confusion naîtra des bases ou de l'absence de bases idéologiques et politiques claires au départ de l'alliance des forces se réclamant de l'opposition.

Les crises, scissions, recompositions, démissions et créations de nouveaux partis n'ont pas cessé après les élections. Elles se sont multipliées et se sont même aggravées. Il n'existe pas moins d'une centaine de partis aujourd'hui au Burkina Faso. Suite à la démission du professeur et député Joseph Ki-Zerbo et de ses amis du parti CNPP/PSD pour créer le PDP avec huit autres députés tous élus sur des listes du parti CNPP/PSD, un recours a été déposé à la cour suprême pour exiger le retour au parti d'origine des neuf sièges de députés, une affaire politique à suivre!

Du côté des syndicats, autant on peut affirmer qu'au Burkina Faso aucun régime politique n'a jamais réussi à mettre les syndicats aux ordres comme cela s'est vu ailleurs en Afrique avec les centrales syndicales uniques liées aux partis uniques, autant on peut affirmer qu'aucun parti politique n'a jamais réussi à mettre un syndicat totalement sous ses ordres. Les syndicats sont fortement politisés à cause justement du fait que pouvoir et partis politiques leur font une cour assidue et permanente.

Tous les courants politiques sont représentés dans le mouvement syndical qui reste donc très lié à l'évolution de la situation politique nationale. La véritable confusion qui règne au sein de la classe politique burkinabé (par exemple l'opposition parlementaire a des ministres au gouvernement qui refusent d'obéir à leur parti qui exige leur démission) explique en grande partie aussi les difficultés des centrales et des syndicats à se dégager un plus petit commun dénominateur !

Au-delà de l'ajustement et de la dévaluation: l'inconnu

Le Burkina Faso vit une situation tout à fait particulière dans la sous-région ouest-africaine. Depuis au moins 1983, il s'y est passé de très profondes transformations socio-économiques et politiques qui ont marqué psychologiquement l'ensemble de la population, toutes couches sociales confondues. C'est à la faveur de ces transformations que la classe politique au pouvoir aujourd'hui a émergé et s'est maintenue, malgré les secousses de la démocratisation que la vieille droite politique de l'époque coloniale a voulu exploiter à fond pour revenir aux affaires.

Les élections du 1^{er} décembre 1991 (présidentielles) et du 24 mai 1992 (législatives) ont montré au moins que la majorité des burkinabé refusaient

le retour au pouvoir de vieux chevaux. Quand on examine les résultats des votes dans les trente (30) provinces du pays à la lumière de l'influence toujours réelle de certaines chefferies traditionnelles, il apparaît clairement que les fidélités politiques d'avant 1983 sont partout remises en cause dans les zones rurales réputées conservatrices.

Les populations à travers leurs expériences propres sont parfaitement conscientes des progrès réalisés depuis dix ans. Elles ne veulent plus de la régression que l'application du programme d'ajustement structurel et la dévaluation semblent vouloir imposer à tout prix. Le régime en place réalise très bien l'impasse. Tous les discours officiels, les mesures d'accompagnement de la dévaluation, les directives gouvernementales, la toute récente proposition d'un débat national sur ces problèmes au mois de mars 1994, prouvent qu'il y a péril en la demeure.

Les forces sociales et politiques disent la même chose. La presse privée surtout (il y a plus de vingt journaux privés et des radios libres) se fait le relais d'une opinion publique et d'une société civile quelque peu déroutées quant aux issues possibles à cette crise structurelle. Les seules attaques verbales contre le régime et les forts relents nostalgiques de la période chaude de l'auto-ajustement révolutionnaire des années 1983 ne peuvent pas constituer aujourd'hui un programme alternatif réaliste.

Une analyse d'ensemble de la situation et des perspectives de sortie de la crise conduit irrémédiablement à la conclusion qu'il est impossible de dégager une solution durable dans le cadre d'un seul pays, et de surcroît un pays enclavé comme le Burkina et très dépendant de ses six voisins directs. Les toutes premières limites et difficultés objectives de la révolution sont venues précisément de son isolement par rapport aux classes dirigeantes de la sous-région ouest-africaine francophone.

Uniquement sur le plan des échanges commerciaux, si la moyenne générale entre pays africains est de 6 pour cent, le Burkina en est à 12 pour cent, c'est-à-dire pratiquement le double. En y ajoutant le problème de la monnaie qui ne peut être discuté et résolu positivement qu'à travers un accord entre quatorze pays africains, il devient évident que seul un militantisme actif en faveur de la création d'une monnaie indépendante du franc français d'abord, et d'un rééquilibrage économique interne à la zone ensuite, peut offrir un espoir.

Dans le contexte africain actuel ou l'esprit du sauve qui peut semble l'emporter sur l'effort de réflexion pour garantir une déconnexion collective et intégrée au moindre coût d'avec l'actuel ordre économique mondial avec son centre unique de décision (Washington), il est difficile de pronostiquer l'avenir immédiat. Le discours intégrationniste à la mode ne doit pas faire illusion. Les dispositions minimales pour espérer l'initiative d'une rupture, même avec la seule France, n'existe pas encore.

L'accélération actuelle des difficultés économiques, sociales et politiques, les faux remèdes du FMI et de la Banque mondiale qui préparent en fait (pour la zone du franc CFA en particulier) de nouvelles dévaluations qu'ils imputeront comme d'habitude aux gouvernements africains accusés d'avoir toujours mal appliqué leurs instructions, peuvent provoquer de véritables chocs libérateurs.

Quand le FMI exige de la Côte-d'Ivoire qu'elle réussisse à passer, grâce aux effets bénéfiques de la dévaluation, d'un taux de croissance négatif de 6 pour cent en 1989, à un taux positif de 5 pour cent en 1995, c'est vouloir tout simplement préparer le terrain à une nouvelle dévaluation, puisque nul n'ignore que les cours du cacao et du café se fixent hors de ce pays, sans lui et contre lui! Par ailleurs, il y a le Nigeria et même le Ghana qui ont des monnaies propres et peuvent très bien décider une dévaluation compétitive face à la dévaluation du franc CFA.

Conclusion: impossible déconnexion?

Dans la conjoncture économique, sociale et politique d'aujourd'hui au Burkina Faso, il existe une multitude de lectures possibles de la disposition des forces populaires, organisées ou non. Le constat d'une absence de grands pôles de regroupement politique relativement stables, ouvre la voie à une montée possible au premier plan des luttes sociales des associations et autres mouvements dits de la société civile. De nombreux militants actifs des partis politiques et des syndicats se retrouvent de plus en plus dans ces cadres réputés apolitiques.

Les chances potentielles de voir ces cadres évoluer vers la recherche de voies alternatives hors du champ social, sont pratiquement inexistantes. Ils peuvent constituer des relais efficaces dans des luttes ponctuelles autour d'objectifs sociaux comme la défense des libertés individuelles et collectives, des consommateurs face aux spéculateurs, etc. Mais, même à ce niveau, il leur faut nécessairement étendre leur présence hors des centres urbains où leurs activités restent encore fortement concentrées.

Le Burkina Faso traverse une situation politique d'équilibre instable. Le pouvoir en place est fort de la faiblesse, pour ne pas dire de l'inexistence, de son opposition. Plusieurs journaux privés ont déjà mentionné le fait que le pays est à la recherche d'une opposition politique. Cette situation n'est pas du tout de nature à favoriser un vrai débat d'idées ouvert sur la perspective de l'intégration économique africaine, qui existe pourtant dans les programmes de tous les partis politiques.

Les autorités politiques burkinabé s'impliquent de plus en plus dans la recherche de solutions politiques aux multiples conflits, crises et tensions internes dans les pays voisins en particulier: Niger et Mali, pour le problème du Sahel, Togo pour les négociations entre pouvoir et opposition, etc. Le ministre français de la Coopération n'a pas hésité à affirmer lors d'une

interview à Ouagadougou le 9 décembre 1994 que, le Président Blaise Compaoré est le successeur du Président Houphouët...

Il est évident que la France joue la carte burkinabé actuellement dans sa politique ouest-africaine francophone. Mais la France reste gaulliste et selon De Gaulle la «France n'a pas d'amis elle a des intérêts». Les intérêts français sont de loin plus importants dans tous les autres pays de la sous-région qu'au Burkina où aucune base militaire française ne stationne. Le Burkina dès 1960 a refusé de signer les fameux accords secrets de défense avec la France et a expulsé les français de la base militaire de Bobo-Dioulasso.

De la France comme des autres pays occidentaux, le Burkina est le pays qui reçoit le moins d'aide publique par tête d'habitant jusqu'à nos jours, soit à peine 35 dollars US d'avant la dévaluation du franc CFA. Le volume de l'aide économique et financière de la France au Burkina reste désespérément fixe depuis plus de dix ans. Ceci explique peut-être cela?

Le Burkina Faso peut très bien prendre l'initiative pour la recherche et l'application de nouvelles voies possibles d'intégration économique et politique avec ses voisins immédiats. Il y a intérêt. Sa taille et son poids économique ne représentent pas de menaces, comme on le voit souvent concernant les prétendus appétits gloutons du géant nigérian, par exemple. Les préoccupations dites de politique intérieure semblent toujours absorber totalement les classes dirigeantes africaines au point de les rendre très faiblement sensibles au simple constat d'inexistence réelle de solutions nationales, à court, moyen et long terme, à aucun des problèmes de fond posés et à résoudre.

Si jamais l'ajustement structurel et la dévaluation du franc CFA que le FMI et la Banque mondiale ont réussi à imposer à tous aujourd'hui pouvaient provoquer les chocs libérateurs dont nous parlions tantôt, et par pur désespoir, pousser collectivement ces pays à opérer, ce que beaucoup qualifient encore de saut dans l'inconnu, de la déconnexion d'avec l'obsolète pacte colonial, l'unique acte positif du FMI, de la Banque et de l'ordre économique mondial aurait été enfin posé!

Bibliographie

- Balimà, Albert Salfo, 1971, *Genèse de la Haute-Volta*, Presses africaines de Ouagadougou.
- Bamba, A.S., s.d., *Blaise Compaoré: la réincarnation du renouveau*, Abidjan, Dunnuya.
- Bamouni, B.P., 1986, *Burkina Faso: processus de la Révolution*, Paris, l'Harmattan.
- Bognessan, A. Yé, 1986, *Profil politique de la Haute-Volta coloniale et néocoloniale*, Ouagadougou, l'Imprimerie Nouvelle du Centre.
- Garago, Marc Tiémoko, 1971, *Le redressement financier de la Haute-Volta*, l'Imprimerie Nationale de Ouagadougou.
- Guiram, F.F, 1991, *Comment perdre le pouvoir*, Paris, Chaka.
- Guissou, Basile L., 1992, «The role of France in Africa Political Conflicts» in *Africa World Review*, London, November, April.
- Guissou, Basile L., 1992, «Il processo di democratizzazione in Africa Occidentale», in *Testimonianze*, No.350, Italia, quaderni mensili, dicembre Firenze.
- Guissou, Basile, L., 1983, «Démocratie et progrès publié dans le quotidien privé burkinabé», *l'observateur* No. 2570/2571/2572 du 14 au 18 avril.
- Guissou, Basile, L., 1992, «Quand les progressistes désespèrent», *le Monde diplomatique*, No. 463, octobre.
- Lippens, Philippe, 1972, *La république de Haute-Volta 1972*, Paris, Berger Levrault.
- Sankara, Thomas, 1983, «Discours d'orientation politique», prononcé le 2 octobre.
- Somé. Valère, D., 1991, *Thomas Sankara: l'espoir assassiné*, Paris, l'Harmattan.
- Yaméogo, Maurice, 1987, *Sangoulé Lamizana, La parole est à tous* (de Jean Hubert Bazié) Imprimerie Nationale du Burkina.

* Sociologue Chargé de Recherche, Coordinateur National du Forum du tiers monde.